

nement fédéral pour sa contribution financière à la réalisation d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur de l'Île d'Orléans.

Il me semble essentiel d'éviter que le développement économique, sans qu'il faille le boudier, se fasse au prix de la destruction de cette oasis de paix et de verdure. Il faut également que soit protégé le caractère agricole de l'Île d'Orléans.

A ce sujet, monsieur l'Orateur, j'aimerais souligner l'intérêt que manifeste le gouvernement, dans le discours du trône, à l'égard des agriculteurs qui seront encouragés—car, à l'Île d'Orléans, plusieurs exploitations agricoles existent encore—à accroître leur production grâce à des mesures de stabilisation des revenus et des marchés.

J'invite donc tous les députés à venir visiter la circonscription de Montmorency pour la mieux connaître. Ils constateront rapidement que les gens sont hospitaliers et qu'il fait bon y vivre.

Je voudrais toutefois y inviter plus particulièrement le très honorable premier ministre. Je puis l'assurer que la population de Montmorency saura lui faire oublier le comportement des gueulards qu'il a rencontrés dans la région de Québec lors de l'ouverture de la «Superfrancofête», et qui ont voulu violer son droit à la liberté d'expression dans notre pays démocratique. L'immense majorité de la population de Montmorency a réproposé de tels agissements, et je voulais le dire au premier ministre à la Chambre.

Monsieur l'Orateur, Paul Valéry disait: Si l'État est trop fort, il nous écrase; s'il est faible, nous périssons.

Un peu dans la même veine, celui qui dirige le gouvernement canadien aujourd'hui écrivait en 1967:

Le plus ancien problème de la philosophie politique, et presque le seul, c'est de justifier l'autorité sans pour autant détruire l'indépendance de la personne humaine. Comment réconcilier l'individu et la société? Le désir d'être seul et le besoin de vivre en groupe? L'amour de la liberté et la nécessité de l'ordre? ... Or, ce que la philosophie a pu nous dire de plus utile sur ce problème, c'est qu'il faut se tenir à égale distance des deux termes de l'alternative. Trop d'autorité, ou trop peu, et c'en est fait de la liberté.

Voilà la philosophie politique qui sous-tend toutes les mesures qu'entend prendre le gouvernement au cours des prochains mois pour assurer le progrès socio-économique du Canada en ces temps difficiles, mesures dont fait état abondamment le discours du trône. La situation actuelle exige sans doute une action gouvernementale décisive et rigoureuse, mais une action marquée au coin du respect de l'individu et de son esprit d'initiative.

Monsieur l'Orateur, le problème de l'inflation sera évidemment au centre des préoccupations du gouvernement au cours des prochains mois. Presque tous admettront qu'il s'agit là d'un problème dont la solution réside dans une concertation à caractère mondial, si nous voulons aller à la racine du problème.

● (1510)

[Traduction]

A cet égard, monsieur l'Orateur, il faut se réjouir de l'intention du gouvernement, exposée dans le discours du trône, de participer activement à des discussions bilatérales et multilatérales dans le but de veiller à ce que les difficultés économiques mondiales soient aplanies et à ce qu'une crise soit évitée. Dans les circonstances actuelles, la situation économique mondiale doit la préoccupation prioritaire de notre politique étrangère.

Je suis convaincu, monsieur l'Orateur, que le Canada est à même de jouer un rôle décisif et vital pour assurer la cohésion internationale grâce à l'énorme prestige, au res-

pect et à l'autorité morale dont jouit son premier ministre (M. Trudeau) sur la scène internationale. A partir de maintenant, nous devons consacrer tous nos efforts à faire mieux comprendre au plus grand nombre possible de pays l'urgence d'une véritable collaboration dans le domaine des politiques monétaires et commerciales.

Le discours du trône fait aussi état de la préoccupation du gouvernement à l'égard de la prolifération des techniques et des matières nucléaires. Je pense qu'il s'agit là d'un problème d'une importance primordiale étant donné le nombre toujours croissant de pays qui sont des puissances nucléaires ou semblent sur le point de le devenir. J'ose espérer que Conrad Adenauer, le regretté chef de l'Allemagne de l'Ouest, s'est trompé lorsqu'il a dit: «Dieu a fait une grave erreur lorsqu'il a limité l'intelligence de l'homme mais non pas sa stupidité.» Le romancier américain, John Steinbeck, a déjà écrit à ce sujet: «Notre guerre civile a été qualifiée de la dernière des guerres entre gentilshommes.» Celle qu'on appelle la seconde guerre mondiale fut sans doute la dernière des longues guerres de notre planète. La prochaine, si dans notre stupidité nous la laissons se déclencher, sera la dernière du genre. Il ne restera aucun survivant pour se souvenir de quelque chose. Si telle est la mesure de notre bêtise, le genre humain ne mérite pas de survivre.

[Français]

Monsieur l'Orateur, au sujet du problème de l'inflation, dont je parlais tantôt, il est certain que si une concertation à l'échelle mondiale s'impose pour vraiment s'attaquer à la racine du problème, il ne faut pas pour autant minimiser la portée des mesures que se propose de prendre le gouvernement, mesures qui se situent d'ailleurs dans le prolongement de celles qui ont été prises dans le passé et qui ont permis au Canada, dans les circonstances, de connaître un taux de croissance des prix inférieur à celui qu'on retrouve dans les autres pays industrialisés.

Monsieur l'Orateur, je me permets donc ici de suggérer qu'un examen sérieux soit fait au sujet de la contribution des cartes de crédit au problème de l'inflation. En effet, on peut se demander si leur usage, fort répandu aujourd'hui, ne risque pas d'annuler les mesures que pourrait mettre en vigueur le gouvernement en vue de restreindre la demande de biens et de services.

L'habitation est un autre secteur de notre vie économique où l'inflation fait des ravages. Tous ont pu constater la hausse anormale du prix des habitations au cours des dernières années, surtout dans les grands centres urbains du pays. Les causes en sont diverses sans doute, mais il me semble qu'il faudrait examiner le rôle de la spéculation foncière et, s'il y a lieu, étudier la possibilité d'imposer un impôt spécial sur les profits résultant de transactions à caractère spéculatif.

Monsieur l'Orateur, il est d'autant plus nécessaire que notre économie conserve et accroisse sa vigueur qu'il s'agit là de la condition essentielle à l'amélioration de notre régime de sécurité sociale. Car c'est essentiellement l'accroissement de la force de notre économie qui permettra à notre gouvernement d'être encore plus généreux à l'égard des petits et des défavorisés de notre société. J'ai toujours cru, monsieur l'Orateur, que, fondamentalement, le rôle du gouvernement dans un pays d'abondance comme le Canada, c'est d'être avec les petits, avec les défavorisés, et de prendre leur part.

Je note également avec plaisir, dans le discours du trône, le projet gouvernemental d'allocations aux conjoints de bénéficiaires de la pension de sécurité de la vieillesse âgés de 60 à 65 ans. Je souhaite que ceci soit un premier pas en